



LES NOTES DE POSITION DU CERCLE

Immigration et Intégration

Propositions non-exhaustives pour réguler l'immigration et favoriser l'intégration

IDENTITÉ & ORDRE RÉPUBLICAIN

MAI 2024



Cercle Orion

Forum politique et d'influence nouvelle génération

Le Cercle Orion est un **forum politique et d'influence** créé par [Alexandre MANCINO](#) en janvier 2017 et situé au croisement du *SAVOIR* et du *POUVOIR*.

Sa raison d'être consiste à réunir et promouvoir une nouvelle génération de décideurs *libres et audacieux*, soucieux de réfléchir aux grands sujets structurants du monde contemporain et d'y apporter des solutions *innovantes et impactantes* selon un langage de vérité.

Le but du Cercle Orion est d'être acteur du débat public en contribuant à la compréhension des enjeux et transformations du XXI^e siècle, ancré dans des **valeurs fortes d'orientation *libérale-républicaine***. Son fil conducteur passe par un questionnement permanent sur la responsabilité des *élites dirigeantes* au XXI^e siècle, sur leur leadership face aux grands bouleversements du monde et sur les qualités qu'elles doivent adopter pour s'adapter aux défis de l'époque contemporaine.

Il s'organise autour d'un [Pôle Études](#) - à travers une activité de Recherche & Prospective différenciante par le fond et par la méthode - et d'un [Pôle Influence](#) - à travers des rencontres de très haute qualité avec des décideurs publics ou privés.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cercleorion.com

Sommaire

Introduction	4
Partie 1 : La nécessité d'une régulation de l'immigration	5
<i>Conditionnée par un diagnostic commun (UE-national)</i>	5
<i>Élaborée à l'échelle européenne et nationale</i>	6
Partie 2 : La nécessité d'améliorer l'efficacité de l'intégration	8
<i>En favorisant un modèle d'intégration républicaine</i>	8
<i>En combattant le communautarisme</i>	9
Synthèse de nos propositions	10

Introduction

L'immigration est une question redondante au regard de la montée d'un sentiment d'insécurité en France et des difficultés qu'elle peut poser dans sa gestion tant à l'échelle européenne que nationale. Ainsi, les hommes et femmes politiques s'emparent de cet enjeu clivant très régulièrement, en faisant parfois de celui-ci l'élément central de leur programme, tant aux élections présidentielles qu'à l'aune des élections européennes.

L'intégration est en déclin, comme en témoigne le communautarisme rampant, pouvant mener au pire à travers le processus de radicalisation. De plus en plus, nous observons dans notre pays un séparatisme social, contraire à l'universalisme républicain.

La combinaison de l'immigration massive souvent incontrôlée et d'une intégration en baisse apparaît comme une menace pour l'identité nationale et l'ordre républicain. Cela a conduit le Cercle Orion à travailler sur ces enjeux à travers son initiative « Immigration & Intégration ».

Nous avons dans nos précédents travaux dressé un état des lieux de l'immigration dans l'Union européenne et en France, et de l'intégration et ses dérives. L'objectif de cette note de position est pour le Cercle Orion d'émettre des propositions non-exhaustives permettant d'apporter des réponses aux questions d'immigration et d'intégration.

Partie 1 : La nécessité d'une régulation de l'immigration...

...conditionnée par un diagnostic commun (UE-national)

Nous, Cercle Orion, sommes convaincus de la nécessité d'une régulation de l'immigration, tant aux frontières de l'Union européenne qu'aux frontières nationales. Ce diagnostic n'est toutefois pas partagé par l'ensemble des décideurs politiques européens et français, ce qui semble constituer un frein à la mise en place d'actions concrètes pour la régulation de l'immigration.

A l'échelle européenne, la complexité de la situation migratoire est exacerbée par la diversité des intérêts nationaux et des approches politiques au sein de l'Union. Dans l'histoire récente, la crise migratoire de 2015 a mis en lumière les divisions entre les États membres.

Les pays du Sud de l'Europe, tels que la Grèce et l'Italie, ont été particulièrement touchés par l'afflux massif de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, en raison de leur position géographique sur la route migratoire. Face à cette pression, ces pays ont appelé à une solidarité européenne accrue pour partager la charge de l'accueil des migrants.

Cependant, certains États membres du Nord, comme la Hongrie et la Slovaquie, ont adopté une position plus ferme, refusant de participer aux quotas de relocalisation des réfugiés. Ces différences d'approche ont entravé la création d'une politique migratoire européenne unifiée et ont souligné les tensions existantes au sein de l'Union européenne.

Il semble toutefois s'opérer un tournant depuis les dernières années. En effet, de plus en plus, la montée des gouvernements de droite montre la volonté des peuples d'un sursaut de fermeté en matière de régulation de l'immigration, tant aux frontières de leur pays, qu'aux frontières de l'Union européenne vis-à-vis de laquelle certains sont de plus en plus hostiles.

Dans ce contexte, les prochaines élections européennes permettront aux citoyens de l'Union d'envoyer un message fort auprès de leurs gouvernements qui restent décisionnaires dans la politique migratoire européenne. Ce signal permettra, nous l'espérons d'arriver au diagnostic commun nécessaire pour la mise en place de mesures efficaces.

Voici justement les projections de Mai 2024 à 1 mois seulement des élections européennes :

Party Group	Composition actuelle	Projection Ipsos	Seat change
 Groupe de la gauche au Parlement européen - GUE/NGL	37	42	+ 5
 Verts/Alliance libre européenne	72	55	- 17
 Socialistes (S&D)	140	136	- 4
 Renew	102	85	- 17
 Parti populaire européen (PPE)	178	177	- 1
 Conservateurs et Réformistes européens (CRE)	68	76	+ 8
 Identité et Démocratie (I&D)	59	81	+ 22
 Non-inscrits	49	68	+ 19

Source: [Ipsos pour Euronews](#)

A l'échelle nationale, les débats sur l'immigration sont souvent polarisés entre deux camps diamétralement opposés. Certains groupes politiques, comme La France insoumise, prônent une politique d'accueil généreuse, arguant que l'immigration enrichit la société française sur les plans culturel et économique.

De l'autre côté, des partis comme le Rassemblement national adoptent une position plus restrictive, mettant en avant le besoin de protéger l'identité nationale et de préserver les emplois pour les citoyens français. Cette polarisation s'est également manifestée lors du débat sur la réforme du droit d'asile en 2018, où des manifestations ont éclaté à la suite de propositions visant à restreindre l'accès à l'asile. Ces exemples illustrent la diversité des perceptions et des positions politiques sur l'immigration en France, reflétant ainsi les tensions internes au sein de la société française.

Plus récemment, les assassinats commis par des individus issus de l'immigration et souvent en situation irrégulière sur le territoire français ont exacerbé les tensions entre gauche radicale et droite au sein de l'arène politique, et même au sein de la population. Il n'est pas rare que les personnes prônant une vision plus défensive en matière d'immigration et de protection de l'identité nationale soient accusées par certains de racisme ou, expression courante, « d'islamophobie ».

Ces mêmes personnes sont pourtant celles qui, couvertes de tolérance, installent en fait une dictature de la pensée contre l'universalisme républicain. L'ensemble de ces agissements, tant de la part des immigrés criminels que de la part de gauche radicale éveillent en France la nécessité d'agir pour protéger l'identité française, la liberté d'expression et la sécurité. Nous semblons donc approcher de ce diagnostic commun nécessaire afin que des mesures soient prises. Toutefois, celui-ci devra certainement attendre les prochaines élections présidentielles et législatives, c'est-à-dire 2027 – à moins qu'une prise de conscience soudaine plus élargie se fasse parmi l'ensemble des dirigeants politiques.

Il en ressort finalement que les citoyens européens et français sont la clé vers le diagnostic partagé d'une immigration massive et illégale menaçante. La première étape est le vote, par lequel au-delà de désigner ses représentants et dirigeants, il exprime un message fort.

...élaborée dans une approche multiscalaire

La réponse à l'immigration massive et incontrôlée doit être construite à plusieurs échelles pour assurer son efficacité.

À l'échelle européenne, renforcer la coopération entre les États membres de l'Union pour élaborer une politique migratoire commune et cohérente implique plusieurs mesures concrètes. Tout d'abord, il est nécessaire d'harmoniser les législations nationales en matière d'asile et d'immigration, en établissant des normes communes pour le traitement des demandes d'asile et les conditions d'accueil des migrants. Cela pourrait passer par la mise en place d'un système européen d'asile unifié, avec des critères d'éligibilité clairs et des procédures d'examen harmonisées dans tous les États membres.

En outre, la création de mécanismes de relocalisation permanente des réfugiés est indispensable pour assurer une répartition équitable de la charge entre les différents pays européens. Ces mécanismes devraient être basés sur des critères objectifs et équitables, prenant en compte notamment la capacité d'accueil et d'intégration de chaque État membre. Des quotas de relocalisation pourraient être établis, avec des objectifs annuels définis en fonction des besoins et des capacités de chaque pays. Promouvoir la solidarité entre les États membres est essentiel pour partager équitablement la charge de l'accueil et de l'intégration des migrants.

Des fonds européens pourraient être dédiés à cet effet, avec des incitations financières pour les pays qui acceptent de prendre leur part de responsabilité. Ces fonds pourraient être utilisés pour financer des programmes d'intégration, des initiatives de développement économique dans les régions d'accueil, ainsi que des mesures de soutien aux communautés locales les plus impactées par l'arrivée de migrants.

En encourageant la coopération et la solidarité entre les États membres, l'UE peut renforcer sa capacité à faire face aux défis migratoires de manière collective et efficace.

Parallèlement, il est primordial de renforcer les moyens de contrôle aux frontières extérieures de l'UE pour lutter contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants. Cela pourrait impliquer le déploiement de davantage de ressources matérielles et humaines, notamment à travers l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Des investissements dans des technologies de surveillance avancées, telles que les drones et les systèmes de détection, pourraient également renforcer l'efficacité des opérations de contrôle aux frontières.

À l'échelle nationale, il est crucial pour la France de développer des politiques migratoires adaptées au contexte que nous connaissons, tout en mettant en place des mesures concrètes pour réguler l'immigration. Dans cette optique, il est primordial d'investir dans le renforcement des dispositifs de contrôle aux frontières et de gestion des flux migratoires afin de lutter contre l'entrée sur le territoire de migrants illégaux. Cela pourrait se traduire par le déploiement de technologies avancées de surveillance et de détection aux frontières, telles que des radars thermiques et des drones, afin de mieux contrôler les entrées et les sorties du territoire.

Parallèlement, il est essentiel de renforcer les effectifs et les compétences des services de contrôle aux frontières, en leur fournissant les ressources nécessaires pour mener à bien leurs missions. Sans fermer les frontières de la France, conformément à ses engagements européens, il est nécessaire de renforcer les contrôles, notamment dans les zones sensibles où transitent de nombreux migrants illégaux (Calais, Marseille...).

De plus, pour assurer une régulation efficace de l'immigration, il peut être envisagé de revoir et d'ajuster la législation nationale en matière d'asile et d'immigration. Cela pourrait impliquer la mise en place de quotas annuels d'immigration, basés sur les besoins économiques et sociaux du pays, ainsi que sur sa capacité d'accueil et d'intégration des migrants.

En effet, l'afflux massif de migrants ne permet pas de favoriser l'intégration de tous. Des critères objectifs et transparents devraient être établis pour l'attribution des visas et des titres de séjour, en tenant compte notamment des compétences et des qualifications des candidats à l'immigration.

Enfin, rappelons l'existence des Obligations de quitter le territoire français (OQTF) depuis la loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 dont l'application est souvent relative. A titre d'exemple, en 2020, sur 107 500 OQTF prononcées, moins de 7% ont été exécutées d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur. Un premier pas réalisable immédiatement serait donc d'appliquer la loi en vigueur.

Ainsi, ce n'est qu'en adoptant une approche multiscale, que la France peut répondre aux défis posés par l'immigration tout en garantissant une approche juste, durable et humaine. En combinant des politiques nationales adaptées avec une coopération renforcée au niveau européen, il est possible de créer un environnement propice à une intégration réussie des migrants et à la gestion efficace des flux migratoires.

Partie 2: La nécessité d'améliorer l'efficacité de l'intégration...

...en favorisant un modèle d'intégration républicaine

Le Cercle Orion défend une intégration républicaine, dans laquelle les immigrés adhèrent aux valeurs de la République française et s'approprient sa culture et son histoire. Pour ce faire, des mesures concrètes peuvent être mises en place pour renforcer l'efficacité de ce modèle d'intégration.

Tout d'abord, il est essentiel d'investir dans l'éducation civique et la transmission des valeurs républicaines dès l'arrivée des immigrés en France.

Des programmes d'accueil et d'intégration pourraient inclure des cours sur les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, ainsi que sur l'histoire et le fonctionnement des institutions françaises.

Ces programmes doivent être obligatoires et intégrés dans les parcours d'intégration des nouveaux arrivants. Cela va de pair avec la promotion de l'apprentissage de la langue française avec le soutien de l'accès à l'éducation pour tous ; ce qui n'est permis qu'avec une immigration en proportion raisonnable.

Des cours de français langue étrangère (FLE) devraient être accessibles et gratuits pour les immigrés, afin de faciliter leur communication et leur participation à la vie sociale et économique française. Tout cela permet une intégration optimale dans le marché du travail, qui permet in fine une intégration pleine dans la société française.

Par ailleurs, la laïcité, pilier de la République française, vectrice d'émancipation, n'est souvent pas dans la culture des populations immigrées. Or, il est nécessaire de la préserver car elle permet l'unité, le respect et la tolérance au sein de la société française. Ses principes doivent être enseignés aux individus nouvellement arrivés sur le territoire français, dans le cadre de l'éducation civique que nous évoquons précédemment.

Il apparaît même pertinent de communiquer à plus grande échelle sur la définition de la laïcité « à la française », afin de répondre aux critiques de certains qui accusent la France d'être un pays intolérant vis-à-vis de certaines religions, et notamment de l'Islam ; une critique en réalité infondée puisque sa pratique est tout à fait possible dans la sphère privée.

Adopter une approche républicaine de l'intégration, c'est renforcer le sentiment d'appartenance et de cohésion sociale, qui ne vise pas à effacer la culture des immigrés, mais à ce qu'ils intègrent en eux les valeurs de la République et s'approprient la culture française.

Evidemment, la législation ne suffit pas à garantir l'intégration et il faut pouvoir compter sur la volonté des populations immigrées en France pour effectuer ce travail d'apprentissage des valeurs et de la culture du pays qui les accueille. Toutefois, l'Etat a le devoir de les accompagner dans cette voie ; cela n'est possible qu'avec une immigration contrôlée qui permet une meilleure allocation des moyens à cet effet.

...en combattant le communautarisme

Au regard de la situation sociale en France, il apparaît indispensable de s'attaquer au séparatisme social et de lutter contre le communautarisme pour endiguer la radicalisation. Le Cercle Orion soutient une approche proactive visant à promouvoir l'unité nationale et à renforcer le vivre-ensemble dans un esprit de respect mutuel et de tolérance.

Pour combattre le communautarisme, il est essentiel de promouvoir une société inclusive où chaque individu se reconnaît d'abord en tant que citoyen français, au-delà de ses origines ethniques, culturelles ou religieuses.

À cette fin, des politiques publiques peuvent être mises en place pour favoriser la mixité sociale et résidentielle, par exemple en encourageant l'investissement dans les zones de logements sociaux. Il est également crucial de renforcer les dispositifs de lutte contre les discriminations et de promouvoir l'égalité des chances, en garantissant un accès équitable à l'emploi et à la réussite pour tous les citoyens, quel que soit leur parcours ou leur origine.

En s'appuyant sur des modèles de réussite, il est possible de montrer aux populations immigrées qu'il est possible de réussir en adoptant les valeurs françaises, par le travail.

Parallèlement, des initiatives éducatives et de sensibilisation peuvent être développées pour encourager le dialogue interculturel et interreligieux, en mettant en avant les valeurs de la laïcité, de la liberté d'expression et du respect des droits de l'homme :

- L'éducation civique dans les collèges et lycées a une importance capitale dans la transmission de ces valeurs et dans la promotion de la tolérance et l'unité
- Des moyens financiers pour ces initiatives doivent être particulièrement déployés dans les zones les plus sensibles, celles parfois qualifiées de « zones de non-droit », dans lesquelles la République n'est plus acceptée et où elle doit pourtant s'imposer

Enfin, il est crucial de renforcer la prévention de la radicalisation en mettant en place des politiques de déradicalisation efficaces et adaptées aux réalités locales. Cela pourrait impliquer le développement de programmes de soutien psychologique et social pour les individus en situation de vulnérabilité, ainsi que la collaboration étroite entre les autorités locales, les acteurs associatifs et les communautés religieuses pour détecter et prévenir les phénomènes de radicalisation.

Les forces de l'ordre et les services de renseignement ont un rôle capital dans la prévention de la radicalisation et dans le rétablissement de l'ordre républicain dans ces zones. L'Etat se doit d'allouer aux forces de police les moyens suffisants pour rétablir l'ordre et insister sur la nécessité de promouvoir un dialogue entre les habitants et les forces de police afin de bâtir une meilleure relation et mettre fin à la méfiance et la défiance des forces de l'ordre.

En adoptant une approche résolue de lutte contre le communautarisme, la France peut renforcer sa cohésion sociale et sa résilience face aux défis de l'extrémisme et de la radicalisation. Ce processus s'inscrit sur le long terme et passe par une meilleure intégration ainsi qu'un retour de la République dans ces communautés.

Synthèse de nos propositions

En matière d'immigration :

- Renforcer la cohésion entre les Etats de l'Union européenne afin de répondre efficacement au défi de la gestion de l'immigration et renforcer les contrôles des frontières afin de lutter contre l'immigration clandestine
- Renforcer la sécurité des frontières françaises afin de lutter contre l'immigration illégale, notamment sur la côte méditerranéenne, et mettre fin à l'immigration de masse afin de permettre une meilleure intégration
- Appliquer avec rigueur la législation existante, notamment les expulsions du territoire

En matière d'intégration :

- Promouvoir l'éducation civique, vectrice des valeurs républicaines, en mettant un point d'honneur sur la laïcité, pilier de l'unité de la société
- Donner aux forces de l'ordre les moyens d'appliquer les lois de la République dans les zones sensibles et de prévenir la radicalisation
- Favoriser le dialogue, d'abord interculturel et interreligieux, mais aussi entre forces de l'ordre et habitants des zones communautarisées

Pour lire nos dernières publications et faire acte de candidature :

Contact : contact@cercleorion.com

Site Web : www.cercleorion.com



© Tous droits réservés, Cercle Orion, Paris, 2024.